

# **Honduras : trois ans après le coup d'État, rassemblement de solidarité à Paris**

mercredi 27 juin 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2012).

## **HONDURAS**

**28 JUIN 2009-28 JUIN 2012**

**LE PEUPLE, TOUJOURS DEBOUT,**

**RÉSISTE À TOUS LES COUPS**

Trois ans se sont écoulés depuis que l'oligarchie et l'armée honduriennes ont perpétré leur Coup d'État contre le président Manuel Zelaya et contre le peuple hondurien qui l'avait élu. Depuis, le pays est plongé dans une crise sans précédent.

En 2009, l'élément déclencheur avait été la mise en route d'un processus de révision de la constitution à travers l'invitation faite aux citoyens de se prononcer sur la convocation d'une Assemblée constituante.

Par sa position géographique et stratégique au cœur de l'Amérique centrale, le Honduras suscite depuis longtemps l'intérêt des grandes puissances du continent. Le Honduras a servi notamment de base d'entraînement militaire aux armées contre-révolutionnaires qui ont sévi en Amérique centrale pendant des décennies, avec l'appui de l'armée des Etats-Unis. Sa production agricole et industrielle, comme celles des pays voisins, n'a cessé d'être pillée par les sociétés transnationales qui la contrôlent.

Les réformes sociales et les autres mesures progressistes entreprises par le gouvernement de Manuel Zelaya ont donc touché à la fois les intérêts des oligarques locaux et ceux des grands actionnaires étrangers.

Si l'entrée du Honduras dans l'Alliance Bolivarienne pour les peuples d'Amérique (ALBA) a provoqué l'inquiétude et la désapprobation des partenaires internationaux, la mesure de trop a été le projet de briser, à travers le projet de constituante, un système clientéliste et corrompu par lequel les élites traditionnelles se relaient au pouvoir depuis des décennies. Aussi, l'oligarchie a-t-elle comprise qu'elle devait riposter avec force pour mettre un frein à la transformation d'un pays où les intérêts du peuple risquaient de prendre le pas sur les siens. Après le coup d'état, la communauté internationale, qui a échoué dans sa tentative à imposer un plan de conciliation, a eu têt fait de passer l'éponge sur les turpitudes des militaires et d'entériner quelques mois plus tard, des élections, majoritairement boycottées par le peuple, qui ont remis en selle une oligarchie engluée jusqu'au cou dans l'aventure putschiste.

Cependant, le renversement du gouvernement Zelaya, démocratiquement élu a été confronté à un obstacle de taille : le peuple hondurien qui résiste fermement et pacifiquement depuis le 28 juin 2009.

La violence s'est accrue considérablement depuis le Coup d'État contre tous ceux qui résistent pour défendre au quotidien les droits et les libertés fondamentaux du peuple. L'expropriation, la torture, les menaces de mort et les licenciements font de nouveau partie du quotidien des honduriens comme

lors des pires périodes de son histoire. Victimes de la répression exercée par le pouvoir d'État qui criminalise les luttes sociales, nombre de syndicalistes, de dirigeants de quartiers, de militants homosexuels et transsexuels, de féministes et de membres des Communautés indigènes et afro-descendantes sont également tombés sous les balles de groupes paramilitaires qui, eux, sévissent en toute impunité.

Dans la région de l'Aguán, les milices privées à la solde des grands propriétaires terriens ont été signalées comme responsables de l'assassinat de près de 50 membres d'organisations paysannes depuis près de deux ans. Les journalistes communautaires et d'opposition, les défenseurs des droits de l'homme et, de façon générale, la société civile sont également des cibles privilégiées : selon Reporters sans frontières, 28 journalistes ont été tués au cours de la dernière décennie, dont 23 depuis le coup d'État.

Les organisations signataires appellent à manifester le

**JEUDI 28 JUIN 2012**

**À 18H**

**Fontaine Saint-Michel à PARIS**

pour :

- dénoncer les violations des droits de l'homme qui sont commises au quotidien dans le pays,
- soutenir le peuple et la résistance hondurienne dans leur combat pour le retour à la démocratie et dans leur combat pour leur souveraineté et la Constituante.

*Signataires :*

**Alerte Honduras**

**France Amérique Latine**

**MRAP**

**Tierra y Libertad**

**Terre et Liberté pour Arauco**

**Association America Latina Puplicaciones**

**Cuba Si**

*Cet événement est également relayé par Reporters Sans Frontières et la FIDH. Voir leur appel ci-dessous.*

---

## **LA FIDH ET REPORTERS SANS FRONTIÈRES APPELLENT À MANIFESTER À PARIS, À LA DATE DU COUP D'ÉTAT**

Trois ans ont passé depuis le coup d'État civico-militaire qui renversa, le 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya. En violation du suffrage et des institutions démocratiques, l'événement a également constitué le prélude à une faillite vertigineuse des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans un pays déjà réputé pour un niveau d'insécurité parmi les plus élevés au monde.

Au Honduras, un homicide par balle est commis toutes les soixante-quatorze minutes. L'impact du chiffre passe malheureusement sous silence l'ampleur d'une violence politique permanente, qui s'ajoute aux plaies de la délinquance quotidienne et de l'infiltration du crime organisé. Le territoire hondurien recèle même en son sein, depuis 2010, une véritable enclave militarisée dans la région du Bas Aguán, où sévit une répression continue à l'encontre des communautés paysannes dans le cadre du conflit agraire qui les oppose aux grands propriétaires terriens.

Parler de cette réalité-là, défendre les droits de l'Homme et exercer son droit d'informer et d'être informé peut aujourd'hui valoir l'arrêt de mort aux citoyens honduriens. Représentants associatifs ou syndicaux, militants des mouvements sociaux, juristes, professeurs, universitaires ou encore journalistes figurent parmi les cibles privilégiées. Plus de 70 avocats ont perdu la vie en trois ans pour avoir notamment défendu les victimes d'abus de la police et de l'armée. Vingt-trois des 28 journalistes tués au cours de la décennie au Honduras l'ont été durant la seule période consécutive au coup d'État.

L'impunité perdure dans la quasi totalité de ces affaires. Quand il ne tombent pas sous les balles, les défenseurs des droits de l'Homme au Honduras sont en sursis, face aux menaces et intimidations constantes. La "réconciliation nationale" prônée lors de l'Accord de Cartagena - à l'issue duquel le Honduras a réintégré l'Organisation des États américains (OEA), le 1<sup>er</sup> juin 2011 -, se réduit à un vain mot. Le retour au pays de Manuel Zelaya, en mai 2011, n'a pas davantage suscité la paix attendue.

Pourtant, cette situation fait l'objet de peu d'écho dans la presse internationale. Le Honduras serait-il une nation trop petite et insuffisamment connue pour mériter l'attention suivie des opinions publiques et des médias extérieurs ? Faut-il attendre un nouvel incendie de l'ampleur de celui de la prison de Comayagua, qui fit 361 morts dans la nuit du 14 au 15 février dernier, pour qu'enfin le silence international se brise ?

C'est aussi contre ce silence que la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et Reporters sans frontières ont décidé d'appeler à la mobilisation la plus large ce 28 juin 2012 à 18 heures, à la Fontaine Saint-Michel à Paris. Cet événement, dont l'initiative revient également à l'association France Amérique latine et au collectif Alerte Honduras (cf. leur appel ci-dessus), vise à exiger que justice soit rendue pour toutes les victimes du coup d'État et de la répression au Honduras.

*Symbole de cette mobilisation, le visuel qui accompagne notre appel est signé de Rafael Pineda dit "Rapé", dessinateur mexicain et collaborateur de nombreux journaux dans son pays (El Universal, Proceso, Reforma, Milenio). Originaire de l'État de Veracruz, l'un des plus durement touchés par la guerre des cartels et l'offensive fédérale contre le narcotrafic, Rapé a dû quitter sa région au cours de l'année 2012 et s'établir un temps en France. Qu'il soit remercié de son concours et de sa solidarité. Le visuel est à la disposition de tous ceux qui souhaitent s'associer à l'événement, à condition d'en mentionner l'auteur.*

**FIDH**  
**Reporters sans frontières**

---